



**Philippe Pavard,**  
rédacteur en chef adjoint

# Besoin de comprendre

**L**orsqu'elle n'est pas comprise par le plus grand nombre ni suffisamment étayée, une réglementation finit par être vilipendée. Ne pas entendre les signaux d'alerte qui s'expriment de manière répétée ni vouloir y répondre revient, en démocratie, à jouer avec le feu. Le constat vaut pour un certain nombre de sujets agricoles mais particulièrement pour le projet d'extension des zones vulnérables. **Un projet qui prend des allures de passage en force et dont plus personne, du côté de l'administration, ne semble capable d'expliquer le sens, si ce n'est d'éviter coûte que coûte des amendes.**

« **Où veut-on nous emmener ?** », s'interroge à juste titre les agriculteurs, déboussolés par la tournure prise par ce dossier (lire page 14). L'irritation est à son comble depuis que les pouvoirs publics ont décidé de faire reposer leur classement sur un critère sujet à caution **(18 mg/l de nitrates dans les eaux superficielles)** au nom de l'eutrophisation. Lorsqu'on titille l'administration, celle-ci finit par lâcher qu'il est tiré d'une convention maritime (Ospar) pour la mer du Nord. Dès lors, comment expliquer à des éleveurs du Sud-Ouest qu'ils vont devoir engager des investissements considérables pour protéger une mer vers laquelle leurs eaux ne coulent pas ?

**Lourde d'enjeux économiques, la procédure de classement a été opérée à la hussarde et sur des critères obscurs.**

**Il serait temps de tirer au clair ces affaires d'eutrophisation** et de ne plus se laisser « enfumer » par des rapports franco-français certes officiels mais qui éludent bizarrement le débat de la communauté scientifique. Non, la messe n'est pas dite sur la responsabilité pleine et entière des nitrates et, pour s'en convaincre, il suffit de sortir de nos frontières. Un petit tour chez les Suédois, par exemple, nous montrerait que, jusqu'en 2006, ce pays était arc-bouté sur cette piste, sans grands résultats, et que le sujet y était aussi passionnel que chez nous. Mais la Suède a eu la sagesse d'organiser un panel scientifique international pour changer ensuite de stratégie et s'occuper du phosphore. Voilà ce qu'écrivait, il y a déjà trois ans, le

Dr Daniel Hansson, océanographe au Swedish Institute for the Marine Environment, à propos du Danemark, un autre pays irréductible : « J'espère que le Danemark comprendra que la réduction unilatérale des émissions d'azote ne constitue pas une solution viable et que l'on devrait se pencher sur le rôle du phosphore dans le système marin. Le Danemark est l'un des derniers pays avec une vue caricaturale et dépassée de l'azote. Le reste du monde a changé. » **Stéphane Le Foll, Ségolène Royal, oserez-vous une telle expertise internationale ? ■**